



PREFET DU PUY DE DOME

**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**ARRÊTÉ préfectoral
mettant en demeure la Société REC
« Revêtements Electrolytiques Clermontois »,
commune d'AUBIERE de respecter des
prescriptions**

La Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08 / 03877 du 21 novembre 2008 modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2014;

Vu les propositions de délais de mise en conformité formulées par courrier de l'exploitant en date du 12 octobre 2016 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 7 octobre 2016 et après examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de constitution d'une garantie financière et de production d'un acte de cautionnement conforme à l'article 1.9.3 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;
- l'absence de jauge de niveau sur les réservoirs fixes, notamment les cuves de la station de dépollution, requis par l'article 7.4.5 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;
- l'absence d'étiquetage des canalisations de transport des substances et préparations dangereuses requis par l'article 7.4.9 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;
- le volume de confinement au titre de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral sus-visé n'a pas fait l'objet d'une vérification permettant de s'assurer qu'il est suffisamment dimensionné pour retenir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction ;
- l'absence de porter à connaissance de modifications de l'installation comme la réalisation d'une nouvelle chaîne de traitement (chaîne 550) et d'une nouvelle ligne d'aspiration associée, contrairement à ce qui est imposé par l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;
- l'absence de calcul de consommation spécifique pour les années 2013 à 2016 requis au titre de l'article 8.1.4.2.2 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;

- les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH, mais n'entraînent pas un arrêt immédiat de ces rejets, ces derniers continuant à s'écouler, le temps de vidanger le décanteur, ce qui ne permet pas de respecter strictement les dispositions de l'article 8.1.4.3 de l'Arrêté Préfectoral sus-visé ;

- le registre des déchets expédiés ne contient pas l'ensemble des éléments requis par l'arrêté ministériel du 29 février 2012. Par rapport aux exigences de l'article 2 de cet arrêté, les éléments suivants manquent : code du déchet, coordonnées du transporteur, code du traitement de déchet ;

- aucune analyse trimestrielle de recalage des mesures d'autosurveillance des rejets aqueux n'a été effectuée sur les 1^{er} et 2^e trimestres 2016. Seulement 2 analyses trimestrielles ont été réalisées en 2015 et une seule en 2014. Les résultats de ces analyses ne sont pas reportés systématiquement sur l'outil GIDAF, ce qui n'est pas conforme à l'article 9.2.2.1 de l'Arrêté Préfectoral du 21 novembre 2008 modifié susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.5.1, 1.9.3, 7.4.5, 7.4.9, 7.5.7, 8.1.4.2.2, 8.1.4.3, 9.2.2.1, 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 modifié susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Revêtements Electrolytiques Clermontois (REC) de respecter les prescriptions des articles concernés de l'Arrêté Préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy de Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société Revêtements Électrolytiques Clermontois, exploitant un atelier de traitement de surface sis 22, rue des Sauzes 63170 AUBIERE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.5.1, 1.9.3, 7.4.5, 7.4.9, 7.5.7, 8.1.4.2.2, 8.1.4.3, 9.2.2.1, 9.2.3 de l'Arrêté Préfectoral susvisé en mettant en œuvre les actions correctives proposées dans son courrier du 12 octobre 2016 et en transmettant un acte de cautionnement conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et au chapitre 1.9 de l'Arrêté Préfectoral sus-visé, le tout dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SUITES

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

En application du dernier alinéa du 1^o du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

ARTICLE 4 - EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société Revêtements Electrolytiques Clermontois et sera publié au recueil des actes administratifs du département

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes et le Maire d'Aubière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le

22 NOV. 2016

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale

Signé

Béatrice STEFFAN

